



Le « mythe » Napoléon

« Le parcours hors du commun de cet homme de la petite noblesse, né sur une Corse qui venait d'être rattachée au royaume de France, va faire l'objet d'une reconstruction mythologique, embellissant ses succès et faisant oublier ses erreurs, conduisant à l'établissement d'un véritable culte à sa mémoire au sein d'une partie de la population.



Napoléon, allégorie (Peinture de Jean-Baptiste Mauzaisse, 1833) © RMN-Grand Palais

Une légende construite par Napoléon lui-même

Après la première (1814) et surtout la seconde abdication de Napoléon (1815), la presse du nouveau régime se déchaîne contre « l'Usurpateur » et ceux qui l'ont suivi pendant son aventure des « Cent-Jours » où il parvient à reprendre temporairement le pouvoir (du 1^{er} mars 1815 au 7 juillet 1815), trahissant ainsi leur serment de fidélité au roi. Napoléon est rendu seul responsable par les royalistes des guerres qui ont enflammé l'Europe et des victimes qu'elles ont causées, tandis que les libéraux dénoncent le caractère autocratique de son régime, suscitant un véritable déferlement de haine.

Prisonnier de la Grande-Bretagne sur l'île de Sainte-Hélène de 1815 à sa mort en 1821, Napoléon, qui a toujours su soigner sa communication (notamment par l'intermédiaire du « Bulletin de la Grande Armée ») emploie son temps à raconter à ses quelques compagnons d'exil l'histoire de sa vie et à justifier ses actes, soucieux de l'image qu'il va laisser pour la postérité. Chacun d'entre eux fit publier son propre ouvrage après la mort de Napoléon, mais le plus connu fut le *Mémorial de Sainte-Hélène* écrit par Emmanuel de Las Cases (1823), l'un des plus gros succès de librairie du siècle, régulièrement réédité jusqu'à nos jours. Dès sa sortie, il contribue à atténuer auprès de l'opinion publique, qui avait accueilli l'annonce de la mort de Napoléon avec une certaine indifférence, la mauvaise image de l'Empire, pour exalter le souvenir de l'épopée napoléonienne. C'est en quelque sorte le « deuxième retour de l'Aigle » après celui des Cent-Jours.

Napoléon II ?

La légende napoléonienne apparaît et elle ne cesse de se développer, particulièrement dans les classes populaires, dans les années qui suivirent, au point d'inquiéter les monarchies européennes qui craignent que les nostalgiques de l'Empire et, au-delà, certains mouvements libéraux, ne se cristallisent autour du fils de Napoléon, élevé à la cour d'Autriche et surnommé « l'Aiglon ». Le nom et le sang de Napoléon font encore trembler la vieille Europe. Ainsi, lors des « Trois glorieuses » (27, 28 et 29 juillet 1830), alors que Paris se soulève contre Charles X, qui a commis l'erreur de mettre en cause certaines des garanties constitutionnelles que son prédécesseur, Louis XVIII, avait eu l'habileté de donner aux Français pour faire accepter son retour (Charte du 4 juin 1814), on entend parfois crier dans les rues « Vive Napoléon II ! ». En réalité, les meneurs de la révolution n'envisagent pas l'accession au trône d'un Bonaparte, et offrent le pouvoir au duc d'Orléans et cousin du roi, Louis-Philippe, qui apparaît comme un compromis entre ouverture libérale et stabilité dynastique. Mais tandis qu'en France les esprits s'apaisent, l'Europe subit l'onde de choc révolutionnaire partie de Paris. À Varsovie, on se soulève contre le Tsar et à Bruxelles contre le roi des Pays-Bas. Dans les États italiens et allemands, on s'agite aussi. Partout on réclame des droits politiques. En Pologne et en Belgique, dans la perspective d'une indépendance, certains évoquent parfois le nom du fils de Napoléon pour diriger le pays. Sauf en Belgique, où, fruit d'un compromis international, la couronne est finalement remise à un prince allemand, Léopold de Saxe-Cobourg-Saalfeld, les autres insurrections sont écrasées. Le fils de Napoléon n'avait sans doute aucune chance de monter sur un trône, mais son nom a servi d'étendard à certains.

Le retour des cendres

La disparition sans postérité de « l'Aiglon » (22 juillet 1832) peut laisser penser aux monarques européens que l'aventure bonapartiste est définitivement terminée, d'autant qu'aucun membre de l'ex-famille impériale (à part le turbulent mais jugé peu crédible Louis-Napoléon, jeune neveu de l'empereur défunt) ne semble revendiquer l'héritage politique de Napoléon I^{er}.

La persistance du mythe, jugé désormais moins dangereux, permet à Adolphe Thiers, président du Conseil et historien de la Révolution et de l'Empire, de convaincre le roi Louis-Philippe qu'il y a un intérêt politique à utiliser cette mémoire pour consolider le régime. Le roi, soucieux de rassembler les Français et de les réconcilier avec leur Histoire, obtient sans difficulté de la Grande-Bretagne la restitution de la dépouille de Napoléon, enterrée à Sainte-Hélène, et organise son retour vers Paris. Le « retour des cendres », en décembre 1840, se fait en présence d'une foule immense, mais le régime, qui a finalement bâclé la cérémonie par crainte de débordements, n'en récolte pas les effets politiques escomptés. L'événement a ravivé la légende napoléonienne, Napoléon est définitivement de retour à Paris.

Napoléon III !

Après la chute de Louis-Philippe, en 1848 c'est Louis-Napoléon Bonaparte, qui, tout en jouant habilement des divisions politiques des républicains et en laissant croire aux monarchistes qu'il est facilement manœuvrable, tire les bénéfices du culte de son oncle en se faisant élire, en partie sur son patronyme (alors que lui-même est pratiquement inconnu du grand public), premier Président de la République française, en décembre 1848. Avec l'avènement du Second Empire, qui puise évidemment la justification de son existence dans le premier, la mémoire (pour ne pas dire le culte) de Napoléon I^{er} prend évidemment une dimension officielle, d'autant que parmi les cadres du nouveau régime on trouve de nombreux descendants des compagnons de Napoléon I^{er} (les fils Ney, le fils Murat...), voire de Napoléon lui-même (comte Walewski). Toutefois, Napoléon III va subir, pendant tout son règne, les sarcasmes de Victor Hugo, son principal opposant, qui ne ménage pas sa plume, depuis son exil à l'étranger, pour le présenter comme indigne de l'héritage de Napoléon I^{er}.

La légende de l'Aigle et le roman national

Lorsque le Second Empire s'effondre, après le désastre militaire de la guerre contre la Prusse et ses alliés (1870-71), Napoléon III, exilé en Grande-Bretagne, est tenu responsable de la situation qui a amputé la France d'une partie de son territoire national (Alsace-Lorraine) et le nom des Bonaparte est couvert d'un opprobre quasi général. Tout ce qui rappelle l'Empire, et particulièrement le Second, fait l'objet d'un rejet. Après tous ces changements de régime, la III^e République, qui s'est fixé pour objectif d'enraciner les idées républicaines, entend bien éduquer tous les futurs citoyens en rendant la scolarité gratuite et obligatoire (lois Jules Ferry des 16 juin 1881 et 28 mars 1882). Pour cristalliser amour de la République et de la Patrie en chaque individu, on construit, par l'enseignement de l'Histoire, un « roman national » dans lequel tous les Français, quelle que soit leur région d'origine (et y compris dans l'empire colonial en plein développement) doivent se retrouver. C'est le fameux « Nos ancêtres les Gaulois » d'Ernest Lavisse (historien auteur de nombreux manuels scolaires de référence à l'époque) qui va marquer les écoliers jusque dans les années 1950. Dans cette réécriture républicaine de l'Histoire de France, où l'on n'hésite pas à souvent prendre des libertés avec les faits pour simplifier et orienter l'image qu'on souhaite donner de la construction de la Nation, on exalte de grandes figures et on en fait des symboles exemplaires de l'esprit français : Vercingétorix, Clovis, Charlemagne, Duguesclin, Jeanne d'Arc, Louis XIV, etc. Avec le temps, et l'éloignement de tout risque de rétablissement impérial, on n'hésite pas à accorder une place importante à l'épopée de Napoléon Bonaparte, invocation utile quand il s'agit d'aborder la rivalité coloniale avec la Grande-Bretagne ou de faire face à l'ennemi allemand.

La controverse autour de Napoléon réapparaît sur la scène publique dans les années 2000, après la reconnaissance officielle, par la France, de l'esclavage comme crime contre l'humanité, déchaînant à nouveau les passions.

Le bonapartisme

Le bonapartisme est devenu un courant politique en même temps que se développait la légende. Idéologie aux contours un peu flous, dont la position sur l'échiquier politique évolue au fil du temps, de façon parfois erratique, de la gauche vers la droite. Ébranlé par la chute du Second Empire (1870), désesparé par la mort du fils unique de Napoléon III (1879), décrédibilisé par l'échec du boulangisme (1889), et affaibli par la solidité des institutions

républicaines, il entame un long déclin jusqu'au milieu du XX^e siècle où il disparaît quasiment en tant que force politique.

Demeure toutefois, dans la vie politique française, le « mythe du sauveur », l'attente de « l'homme providentiel », qui profite notamment au courant gaulliste, avec qui le bonapartisme partage des positions communes (élection directe du chef de l'État par le peuple, primauté du pouvoir exécutif, rejet des querelles partisans, méfiance vis-à-vis du parlementarisme, recours au référendum et... une « certaine image de la France »).